

## L'Union européenne pourrait restreindre sa coopération avec le Burundi

@rib News, 09/12/2015 â€“ Source AFP L'Union européenne pourrait restreindre sa coopération avec le Burundi et la réduire à la seule aide humanitaire, a-t-elle indiqué mardi, à l'issue de consultations infructueuses sur la situation des droits de l'Homme dans ce pays secoué par une grave crise. Le Burundi et l'UE, son principal donateur, ont procédé mardi à des consultations sur la situation des droits de l'Homme alors que des violences secouent depuis avril ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs.

"L'Union européenne considère que les positions exprimées (par le gouvernement burundais, ndlr) ne permettent pas de remédier globalement aux manquements des éléments essentiels de son partenariat avec la République du Burundi (...) les consultations sont clôturées", a indiqué un communiqué européen. "Dans l'attente de l'adoption des mesures appropriées, des mesures conservatoires pourraient être prises quant aux activités de coopération en cours et en limitant des activités de coopération nouvelles aux actions à caractère humanitaire ou bénéficiant directement aux populations", poursuit le texte. Ces consultations se sont tenues dans le cadre de l'article 96 des Accords de Cotonou, qui régissent la coopération entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). La candidature, fin avril, du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat que ses adversaires jugent contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha qui a permis la fin de la guerre civile (1993-2006), a plongé le Burundi dans une grave crise émaillée de violences. La mise en échec d'une tentative de coup d'Etat militaire en mai, puis l'étouffement de six semaines de manifestations quasi-quotidiennes un mois plus tard et enfin la réélection controversée de M. Nkurunziza en juillet n'ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées. Les assassinats ciblés se multiplient et les attaques contre la police ou des bars sont devenues quasi-quotidiennes. L'UE avait adopté début octobre des sanctions contre quatre personnalités au Burundi en raison de leur implication dans la répression et les violences contre des opposants et la société civile dans le pays. Les programmes humanitaires de l'UE au Burundi représentent quelque 430 millions d'euros.